



Litige avec l'administration : référé-suspension

Vérfié le 30 novembre 2018 - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre), Ministère chargé de la justice

Autres cas ? [Référé liberté](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2551) (https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2551) / [Référé conservatoire](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2553) (https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2553) / [Référé constat](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2554) (https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2554) / [Référé instruction](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2555) (https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2555) / [Référé provision](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2556) (https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2556)

Mesures d'urgence - Covid-19

14 mai 2020

Les juridictions administratives reprennent progressivement leur fonctionnement normal. Néanmoins, les règles de procédure sont toujours modifiées [✉](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=E685AAF2792B39610D01183D9E3934E2.tplgfr34s_3?cidTexte=JORFTEXT000041875921&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041875892) (https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=E685AAF2792B39610D01183D9E3934E2.tplgfr34s_3?cidTexte=JORFTEXT000041875921&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041875892) pour les adapter aux contraintes de l'état d'urgence sanitaire. Ces adaptations concernent en particulier les règles de calcul des délais. Vous pouvez trouver des informations précises sur le site internet de chaque juridiction. Les services d'accueil peuvent aussi être joints par téléphone pour toute précision.

Vous pouvez utiliser un référé-suspension si l'administration a pris à votre rencontre une décision exécutoire dont vous souhaitez obtenir la suspension en attendant le jugement sur le fond du litige. Vous devez adresser votre requête au tribunal administratif. L'assistance d'un avocat n'est pas obligatoire. Le juge se prononce dans un délai variant de quelques jours à un mois. Vous pouvez contester sa décision devant le Conseil d'État.

De quoi s'agit-il ?

Le référé suspension permet d'obtenir la suspension de l'exécution d'une décision prise par l'administration (par exemple, un refus de titre de séjour, un permis de construire). La décision est prise par le juge des référés. Son effet cesse lorsque le juge s'est prononcé sur le fond.

Conditions

Pour recourir au référé-suspension, vous devez remplir les 3 conditions suivantes :

- Avoir déposé au préalable une requête (<https://www.service-public.fr/particuliers/glossaire/R12542>) en annulation ou modification de la décision dont vous réclamez la suspension
- Justifier de l'urgence qu'il y a à suspendre l'exécution de la décision (par exemple, une décision d'expulsion)
- Démontrer qu'il y a de sérieuses raisons de penser que la décision est illégale

⚠ Attention : l'urgence s'apprécie différemment selon les situations.

Comment faire la demande ?

La requête doit porter la mention "**référé**" et préciser les points suivants :

- Objet de la demande (par exemple, la suspension d'une décision de permis de construire)
- Exposé des faits
- Arguments montrant le bien fondé et l'urgence de votre demande

Vous devez joindre à votre requête les pièces suivantes :

- Copie de votre demande pour obtenir l'annulation de la décision
- Copie de la décision concernée


L'assistance d'un avocat [✉](http://www.conseil-etat.fr/Conseil-d-Etat/Demarches-Procdures/L-avocat-et-l-aide-juridictionnelle/Dans-quelles-situations-le-recours-a-un-avocat-est-il-obligatoire) (http://www.conseil-etat.fr/Conseil-d-Etat/Demarches-Procdures/L-avocat-et-l-aide-juridictionnelle/Dans-quelles-situations-le-recours-a-un-avocat-est-il-obligatoire) n'est pas obligatoire. Il peut être cependant utile de se faire conseiller par un avocat spécialisé en droit public.

Où s'adresser ?

- Avocat [✉](http://cnb.avocat.fr/Trouver-un-avocat-en-France_a341.html) (http://cnb.avocat.fr/Trouver-un-avocat-en-France_a341.html)

En ligne

Vous pouvez déposer votre requête via le téléservice *Télérecours* citoyens.



Accéder au
service en ligne 
(<https://citoyens.telerecours.fr/#/authentication>)

Sur place

La **requête** (<https://www.service-public.fr/particuliers/glossaire/R12542>) peut être déposée auprès du **greffe** (<https://www.service-public.fr/particuliers/glossaire/R12700>) du tribunal concerné. Sur l'enveloppe, vous devez indiquer "**Référé**".

Par courrier

La **requête** (<https://www.service-public.fr/particuliers/glossaire/R12542>) peut être adressée au greffe de la juridiction par courrier de préférence avec RAR. Sur l'enveloppe, vous devez indiquer "**Référé**".

 **À noter** : si vous êtes représenté par un avocat, il doit utiliser l'application **Télérecours**  (<https://www.telerecours.fr/>) pour transmettre votre requête.

Coût

La procédure est gratuite. Toutefois, une procédure peut entraîner des **frais** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1816>). Selon vos revenus, vous pouvez avoir droit à l'**aide juridictionnelle** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F18074>).

Instruction et décision

La requête est instruite de façon accélérée.

Le juge peut rejeter directement la requête par une **ordonnance** (<https://www.service-public.fr/particuliers/glossaire/R1058>) rendue sans audience dans les 2 cas suivants :

- La demande ne présente pas de caractère d'urgence
- La requête est irrecevable ou mal fondée

Dans les autres cas, le juge communique la requête à l'administration et à toutes les personnes concernées pour qu'elles puissent se défendre. Il fixe dans les plus brefs délais la date et l'heure de l'audience et en informe les parties. Vous pouvez être convoqué par tout moyen, y compris par téléphone. Les parties peuvent présenter leurs arguments à l'audience.

Le juge des référés se prononce dans un délai variant de 48 heures à un mois ou plus en fonction de l'urgence.

L'ordonnance de référé vous est **notifiée** (<https://www.service-public.fr/particuliers/glossaire/R14732>) sans délai.


Recours

Les voies et délais de recours sont indiqués dans la lettre de **notification** (<https://www.service-public.fr/particuliers/glossaire/R14732>) de la décision du juge des référés.

L'appel n'est pas possible. Cependant, vous pouvez former un **recours en cassation** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2496>) devant le Conseil d'État dans les **15 jours**. Il doit statuer dans les meilleurs délais.




Devant le Conseil d'État, il est obligatoire d'avoir un avocat.

Où s'adresser ?

- **Avocat au Conseil d'État ou à la Cour de cassation**  (<http://www.ordre-avocats-cassation.fr/ordre/avocats>)

 **À noter** : l'administration peut aussi se pourvoir en cassation.

Textes de référence

- Code de justice administrative : articles L511-1 à L511-2  (<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006136455&cidTexte=LEGITEXT000006070933>)
Juge des référés
- Code de justice administrative : articles L521-1 à L521-4  (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000006449326&idSectionTA=LEGISCTA000006150399&cidTexte=LEGITEXT000006070933>)
Conditions
- Code de justice administrative : articles L522-1 à L522-3  (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006150400&cidTexte=LEGITEXT000006070933>)
Procédure (nature, déroulement, etc.)

- **Code de justice administrative : article L523-1** [↗](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006150401&cidTexte=LEGITEXT000006070933) (http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006150401&cidTexte=LEGITEXT000006070933)
Voies de recours
- **Code de justice administrative : articles R414-6 à R414-11** [↗](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000036781245&cidTexte=LEGITEXT000006070933) (https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000036781245&cidTexte=LEGITEXT000006070933)
Saisine via l'application Télérecours
- **Code de justice administrative : articles R522-1 à R522-14** [↗](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000006450004&idSectionTA=LEGISCTA000006150458&cidTexte=LEGITEXT000006070933) (http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000006450004&idSectionTA=LEGISCTA000006150458&cidTexte=LEGITEXT000006070933)
Procédure
- **Code de justice administrative : articles R523-1 à R523-3** [↗](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006150459&cidTexte=LEGITEXT000006070933) (http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006150459&cidTexte=LEGITEXT000006070933)
Voies de recours (cassation, délais, etc.)

Pour en savoir plus

- **Télérecours citoyens** [↗](https://www.conseil-etat.fr/Media/contenu-froid/documents/fiches-pratiques-de-la-ja/fiche_13_trc_web) (https://www.conseil-etat.fr/Media/contenu-froid/documents/fiches-pratiques-de-la-ja/fiche_13_trc_web)
Conseil d'État
- **Télérecours - téléprocédures devant les juridictions administratives** [↗](https://www.telerecours.fr/) (https://www.telerecours.fr/)
Conseil d'État
- **Dans quelles situations le recours à un avocat est-il obligatoire ?** [↗](http://www.conseil-etat.fr/Conseil-d-Etat/Demarches-Procdures/L-avocat-et-l-aide-juridictionnelle/Dans-quelles-situations-le-recours-a-un-avocat-est-il-obligatoire) (http://www.conseil-etat.fr/Conseil-d-Etat/Demarches-Procdures/L-avocat-et-l-aide-juridictionnelle/Dans-quelles-situations-le-recours-a-un-avocat-est-il-obligatoire)
Conseil d'État